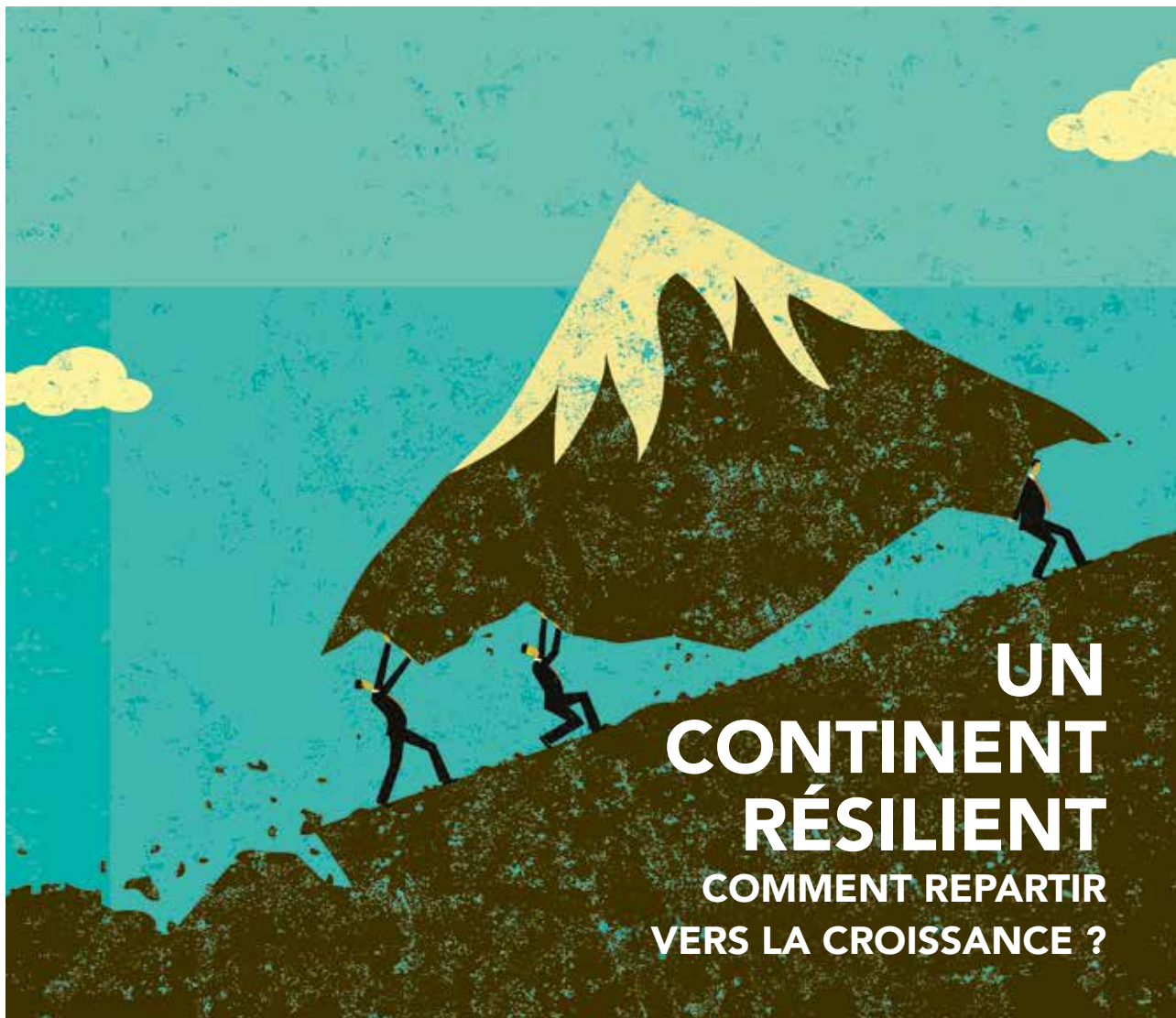


par **LA AFRIQUE
TRIBUNE**
LA REVUE DE L'AFRIQUE QUI ACCÉLÈRE

2

HORS SÉRIE



L'INVITÉE
**AÏSSATA
TALL SALL**
MINISTRE
SÉNÉGALAISE
DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET
DES SÉNÉGALAIS
DE L'EXTÉRIEUR

DECRYPTAGE
LES SECTEURS
QUI INTÉRESSENT
VRAIMENT LES
INVESTISSEURS
EN AFRIQUE

ZOOM
**EMPOWERMENT
FÉMININ**
CELLES QUI FONT
TOURNER L'USINE
AFRICAINNE



Analyse

Action

Arobase

Anticipation

Avancée

Attractif

Afrique

Avenir

Artificielle

Aventure

Action

Académie

Avantage

Avis

Autonomie

Avant-garde

Alerte

Auditoire

Accélération

Accomplir

Atypique

Accroître

Actes

Activité

Adaptabilité

Affaires

Agir

Alliance

Ambition

Anecdote

Angle

Argumentaire

Sommaire

4 L'Édito

8 L'invité : le regard de Aïssata Tall

Financement

- 14** Où va l'argent des investisseurs ?
- 18** La pandémie n'a pas freiné l'intérêt des investisseurs pour l'Afrique.
- 20** Avis d'expert - Aïssatou Seck

Family Business

- 22** Ces femmes qui font tourner l'usine africaine
- 26** Avis d'expert - Jacqueline Bisimwa Murangaza

Infrastructures

- 28** ARISE IIP s'engage dans la structuration de l'industrie textile
- 30** Avis d'expert - Mikail Houari

Transition Énergétique

- 32** Groupe Filatex, premier producteur d'énergie privé à Madagascar
- 34** Avis d'expert - Ghalia Mokhtari

Africa Tech


- 36** Terry He, président de Huawei Northern Africa
- 38** Les start-ups lauréates du concours MED'INNOVANT AFRICA 2020-2021
- 40** Avis d'expert - Jean-Michel Huet

Agrobusiness

- 42** Les startups changeront-elles le futur de l'agrobusiness africain ?
 - 44** Avis d'expert - Henri de Villeneuve
-

Édito

Résister par l'adaptation ; convaincre par sa résilience



Au début de la crise sanitaire, en mars 2020, l'Afrique a affronté seule, les conséquences de l'une des pires récessions de ces dernières décennies. Au fil des semaines, la riposte s'est organisée et les Africains, citoyens, États, et gouvernements ont alors montré leur capacité d'adaptation, leur volonté de trouver rapidement des réponses, malgré les difficultés liées au manque d'infrastructures, à un système sanitaire faillible...

Cette crise a révélé la capacité de résilience du continent et l'on remarque aujourd'hui, malgré tous les risques conjoncturels, une priorisation des actions des bailleurs de fonds internationaux qui ciblent d'abord l'Afrique.

La dégradation des notations financières, avec parfois des endettements publics qui dépassent les 80% du PIB, n'ont pas dissuadé le G7 de promettre, en juin dernier, 80 milliards de dollars de dollars d'investissements dans le secteur privé du continent. Étalisés sur cinq ans, ces fonds, supportés par les Institutions de Financement du Développement (IFD) du G7 constituent « *un engagement important pour soutenir les objectifs de développement à long terme des économies africaines affectées par la crise de Covid-19* » comme le souligne PROPARCO. C'est d'ailleurs la première fois d'ailleurs que les IFD se réunissent pour prendre un engagement partenarial collectif envers le continent africain.

On retrouve ce capital confiance en la résilience du continent à l'Agence Française de Développement. L'Afrique reste sa zone prioritaire en lui

consacrant pas moins de 4,9 milliards d'euros en 2020, soit 46 % de ses engagements totaux (dont 511 millions pour les pays du G5 Sahel).

Les efforts de résilience ne concernent pas seulement le financement des économies. Le volontarisme en matière de politiques publiques est en train de renforcer la riposte et d'accélérer la sortie de crise : en Afrique du Sud, Arsen, le plus important laboratoire pharmaceutique du continent, bénéficiera d'un montage financier encore jamais réalisé par l'IFC (International Finance Corporation) dans le domaine de la santé au niveau mondial.

De son côté, le Maroc, entre désormais dans la cour des grands. Après une série de mesures volontaristes et audacieuses, le pays vient de lancer début juillet le projet de fabrication et de mise en seringue du vaccin anti-Covid19. Fruit d'un partenariat public-privé, celui-ci permettra sur le court terme de produire 5 millions de doses du vaccin par mois. L'Égypte et le Sénégal vont également produire des vaccins sur leur territoire national.

Ces exemples montrent, malgré les disparités en termes géographiques et de ressources, comment des pays encore considérés en voie de développement peuvent, le temps d'une crise, résister, s'adapter, puis décider de créer de nouveaux modèles pour assurer la croissance.

Delphine Chêne
PDG, éditrice



6 De quoi parle-t-on ?

Des investissements massifs dans les infrastructures

Selon le dernier rapport de l'Infrastructure Consortium for Africa (ICA), les États africains restent les premiers pourvoyeurs de fonds des infrastructures du continent. En 2018, leurs investissements en valeur absolue représentaient 37 % des engagements globaux pour un montant de 37,5 milliards de dollars. Parallèlement, la Chine suit en deuxième position avec 25,7 milliards de dollars, soit 25 % du montant global des investissements. Ses investissements dans les infrastructures africaines sont considérables, au point d'avoir dépassé les fonds de la Banque mondiale en 2015. Entre 2008 et 2020, China Exim Bank a investi 29 milliards de dollars.

6,2
MILLIONS
D'EMPLOIS

Selon les prévisions de l'Association du transport aérien international (IATA), l'Afrique serait le deuxième marché de l'aviation en termes de croissance d'ici à 2037, le nombre de passagers devant plus que doubler d'ici là (passant à 334 millions). L'industrie aéronautique soutient directement 6,2 millions d'emplois à travers l'Afrique et contribue à hauteur de 56 milliards de dollars au PIB du continent.

548 millions

de personnes privées d'accès à l'électricité.

La part des Africains ayant accès à l'électricité chez eux est passée de 36 % en 2000 à 54 % en 2018. Une avancée considérable, compte tenu de la croissance démographique durant cette période et des investissements mobilisés, dans les zones rurales et périurbaines. Malgré cela, aujourd'hui en Afrique, environ 548 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité et parmi elles, 472 millions vivent dans les zones rurales. Des différences importantes sont néanmoins observées entre les pays et les régions : l'Afrique du Sud et les pays du nord du continent ont atteint un accès quasi universel à l'électricité, tandis que d'autres, comme le Burundi et le Tchad, montrent des taux d'accès avoisinant les 10 %. Ces chiffres montrent clairement le besoin de cibler et d'adapter les efforts pour augmenter les taux d'accès en Afrique.

Pour une ALIMENTATION Saine pour tous !

Les systèmes agroalimentaires africains doivent être transformés pour rendre une alimentation saine plus abordable pour les Africains. Selon la FAO (L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), les Africains sont confrontés à des coûts alimentaires parmi les plus élevés par rapport à d'autres régions d'un niveau de développement similaire. Les fruits, les légumes et les protéines animales, ont un coût supérieur par rapport aux aliments de base comme les céréales. Selon son rapport, la FAO affirme que trois quarts de la population africaine ne peuvent pas s'offrir une alimentation saine. Sur les 185,5 millions de personnes dans le monde n'ayant pas les moyens de s'offrir une alimentation énergétique suffisante, la grande majorité (80 %) vit en Afrique.

2,6%

C'est une récession de 2,6 % qu'a enregistrée l'Afrique post covid. « Pas même la crise financière de 2008 ou le choc pétrolier de 2015-2016 n'avaient conduit autant de pays africains en récession de façon simultanée ».

Yasmine Osman, économiste au sein du département Afrique de l'Agence française de développement.

80 milliards de dollars

Le G7 promet 80 milliards de dollars d'investissements dans le secteur privé africain.

Étalés sur cinq ans, les investissements devraient créer des emplois, stimuler la croissance, contribuer à la lutte contre le changement climatique et réduire la pauvreté.

Le regard de...





Aïssata Tall Sall

Ministre sénégalaise
des Affaires Étrangères
et des Sénégalais
de l'Extérieur

**« La Zlecaf serait une
grande opportunité
pour réduire la forte
dépendance du
continent »**

9

Commerce intra-africain, coopération régionale et internationale, lutte contre le terrorisme, Aïssata Tall Sall, Ministre sénégalaise des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, revient sur les enjeux économiques actuels sur le continent. Elle souligne l'importance de la zone de libre-échange continentale (Zlecaf).

Cet entretien exclusif a été réalisé en partenariat
avec le cabinet d'affaires publiques **MGH Partners**.

L

a Zone de libre-échange continentale (Zlecaf) offre une opportunité unique pour l'Afrique de réaliser cette résilience économique que vous appelez de vos vœux. Comment cette entente économique entre états pourrait permettre de faire face aux difficultés et stimuler le développement du continent ?

La pandémie de la Covid-19 a eu un impact dévastateur sur la santé publique et les économies nationales africaines. Les fermetures d'entreprises à travers le monde, les interruptions des chaînes de logistique nationales et internationales ainsi que les restrictions sur les déplacements induites par cette maladie ont conduit à une baisse significative de la croissance mondiale et à une perte sans précédent de millions d'emplois à travers le continent. Aussi, cette nouvelle donne doit nous pousser à réfléchir davantage sur la perspective visant à relancer l'économie africaine et à stimuler la prospérité, dans le cadre de la mise en œuvre effective Zlecaf. L'Afrique représente un marché de 1,2 milliard de personnes, avec un produit intérieur brut de 2 500 milliards de dollars. Sa population pourrait atteindre 2,5 milliards de personnes en 2050. C'est un potentiel énorme pour le continent. La question est de savoir comment exploiter ce potentiel dans le contexte de la Zlecaf pour stimuler le commerce intra-africain. Car l'ambition d'augmenter de 50% le niveau des échanges commerciaux intra-africains d'ici à 2022 ne se réalisera pas aussi facilement. Il nous faudra adopter des réformes pour améliorer le climat des affaires à travers le continent, accélérer son industrialisation et stimuler la production, notamment à

travers le développement de chaînes de valeurs régionales afin que les entreprises manufacturières et l'industrie agroalimentaire approvisionnent le marché continental.

Que faudra-t-il ajouter à tout cela ?

Sans aucun doute le développement des infrastructures pour améliorer la chaîne logistique. Il est tout aussi nécessaire de rendre l'énergie accessible et à moindre coût. Sous ce rapport, la redynamisation des initiatives prises dans le cadre du NEPAD [Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique], notamment le PIDA [Programme de développement des infrastructures en Afrique, ndlr] et le PDDAA [Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, ndlr] s'avère cruciale. En tirant les leçons de la Covid-19 et des difficultés que l'Afrique a rencontrées pour se procurer le vaccin, il va sans dire que nous devons aussi œuvrer au développement de l'industrie pharmaceutique pour arriver à une souveraineté

dans ce domaine. Aucun pays ne devra être laissé en rade dans cette entreprise. C'est le plaidoyer fort que le président de la République du Sénégal, son excellence Monsieur Macky Sall, porte au niveau de l'Union africaine et dans les foras internationaux.

« Cette nouvelle donne doit nous pousser à réfléchir davantage sur la perspective visant à relancer l'économie africaine et à stimuler la prospérité, dans le cadre de la mise en œuvre effective Zlecaf. »

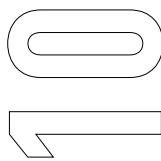
Ce nouveau cadre est-il une opportunité pour les petites entreprises ?

Étant donné qu'elles représentent environ 80 % du tissu industriel de la région, les petites et moyennes entreprises pourraient jouer un rôle clé dans la croissance en Afrique. Tenant compte de leurs difficultés à pénétrer les marchés étrangers plus avancés, elles pourraient se servir des marchés régionaux comme tremplins pour la conquête des marchés étrangers. C'est dire que ce nouveau cadre commercial devrait nous permettre de renforcer la résilience de l'Afrique, créer de la croissance, des emplois et réduire

ainsi la pauvreté. En ce sens, la Zlecaf serait une grande opportunité pour éliminer ou réduire la forte dépendance du continent vis-à-vis des autres zones économiques du monde. Bien entendu, tout cela ne sera possible que dans un environnement pacifié, dans une Afrique sans conflits où la démocratie, l'Etat de droit et les principes de bonne gouvernance seront respectés.

Comment voyez-vous l'avenir du multilatéralisme africain ? La Zlecaf pose les bases d'une nouvelle coopération interafricaine. Comment la dimension politique de ce récent accord pourrait-elle être renforcée ? Cela doit-il passer par l'UA ? Rappelons que c'est le président du Sénégal qui sera président en exercice de l'UA au titre du mandat 2022-2023.

Cette question revêt une importance capitale, car le multilatéralisme, tel que reflété par la Charte des Nations unies, est à la croisée des chemins. Il y a un scepticisme



grandissant quant à son efficacité sur fond de nationalisme et de repli identitaire. Pour autant, nous n'avons d'autre alternative au multilatéralisme, à la coopération et à la solidarité internationales pour venir à bout des défis colossaux et multiformes auquel le monde globalisé et interdépendant est confronté. Ces défis ont pour noms, entre autres, conflits armés, pandémie, extrémisme violent et terrorisme, cybercriminalité, inégalités et exclusion et changements climatiques.

La pandémie de la Covid-19 qui n'épargne aucun pays ni aucune catégorie sociale nous enseigne d'ailleurs qu'une prise en charge optimale de ces défis requiert une approche globale et solidaire. En cela le dispositif Covax pourrait constituer une initiative salutaire dans la réponse à cette pandémie au profit des pays les moins avancés. Par ailleurs, en mettant en œuvre les Agendas 2063 et 2030, la communauté internationale, à travers l'Union africaine et les Nations unies, a montré sa capacité à se mobiliser autour de l'essentiel, pour le bien des populations, en particulier les plus vulnérables. Il reste maintenant à œuvrer pour la réalisation intégrale de ces programmes, afin que personne ne soit laissé en rade. C'est justement là toute la pertinence de la Zlecaf qui se veut un levier puissant de coopération, voire d'intégration régionale s'appuyant sur les Communautés économiques régionales (CER). Toutefois, il va falloir, pour les états membres, faire preuve de bonne volonté en levant toutes les barrières, notamment non-tarifaires, en mettant l'accent sur le renforcement des dispositifs sécuritaires au niveau des frontières dans un contexte de terrorisme, et en ratifiant les protocoles en matière de libre circulation, condition sine qua none à la liberté du commerce.

Que faudrait-il pour donner encore plus de poids à cet accord ?

Cet accord serait encore plus pertinent pour l'Afrique s'il parvenait à impulser une dynamique unitaire portée par l'Union africaine, qui serait la voix unique du continent dans le contexte multilatéral, notamment au sein de l'Organisation mondiale du commerce et d'autres instances internationales. À défaut, il serait également intéressant pour l'Afrique que les CER constituent des blocs de négociations au nom des états de leurs régions respectives sur la scène économique et commerciale internationale. Notre pays, qui va assurer la présidence en exercice de la Conférence des chefs d'état et de gouvernement de l'Union africaine pour la période 2022-2023, s'emploiera à apporter sa pierre à l'édifice dans le cadre du renforcement des acquis en matière d'intégration régionale, à travers notamment ce nouvel outil dont dispose le Continent.

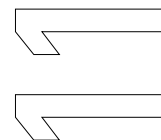
Depuis votre prise de fonction à la tête du MAESE, vous avez décliné vos priorités : résilience économique post-Covid-19, renforcement de l'intégration et de la sécurité régionales ainsi que la consolidation des partenariats stratégiques, y compris avec l'Europe. Pouvez-vous nous détailler ce triptyque qui dessine le pilier de l'action extérieure du Sénégal aujourd'hui ?

La pandémie de la Covid-19 a durement éprouvé les économies des états à l'échelle mondiale. Le Sénégal n'a pas fait exception aux effets dévastateurs de cette maladie qui a provoqué un ralentissement de sa croissance passée de 6 % en 2019 à 1 % en 2020. Face à cette nouvelle donne, le Sénégal a pris des mesures fortes de résilience, mais également de relance de l'économie du pays. C'est ainsi que le gouvernement du Sénégal a révisé le Plan Sénégal Emergent, référentiel unique en matière de politiques publiques du Sénégal, avec la mise en place d'un Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré - PAP2A - sur la période 2021-2023, dans l'optique d'un développement plus endogène. Ce plan a pour objectifs de stimuler l'investissement privé et les capitaux étrangers et de renforcer la résilience

économique en vue d'atteindre une croissance triennale de 8,7 %. Dans la mise en œuvre de ce PAP2A, la diplomatie sénégalaise a un rôle crucial à jouer. Aussi, avons-nous réorienté nos priorités désormais axées, entre autres, sur la mobilisation des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour le financement des projets phares du PAP2A. Certes, le gouvernement a mis en place une stratégie pour tirer le meilleur parti de la Zlecaf, y compris à travers la redynamisation de la coopération avec les pays frontaliers et ceux de la sous-région. Mais parmi nos partenaires, figure en bonne place l'Europe dont la relation avec le Sénégal est multidimensionnelle et couvre de nombreux secteurs prioritaires.

Que pouvez-vous dire des partenaires européens du Sénégal ?

Sur le plan bilatéral, la France demeure le premier partenaire économique et commercial européen du Sénégal. Le partenariat fécond, qui lie notre pays et ceux de l'Europe, se nourrit de consultations régulières et s'inscrit dans une dynamique de convergence de vues sur les questions politiques internationales et de synergies d'actions sur des questions d'intérêt commun. Sur le plan multilatéral, le Sénégal œuvre à la consolidation d'un partenariat gagnant-gagnant entre l'Union européenne et l'Union africaine et entre l'UE et d'autres organisations africaines à



vocation régionale ou sous-régionale telle que la CEDEAO. Parmi les importants domaines de partenariat, il y a la paix et la sécurité. Le Sénégal appartient à une région où la sécurité reste un enjeu de taille au regard des nombreux groupes armés et des attaques terroristes qui se multiplient dans beaucoup de pays de la CEDEAO. La crise sécuritaire dans les pays du Sahel voisins immédiats du Sénégal interpelle sur l'urgence et la nécessité d'accorder une attention toute particulière au renforcement de la sécurité régionale, à travers la coopération en matière de renseignement et la solidarité. C'est tout le sens de la récente décision du président Macky Sall, au cours du dernier Sommet du G5 Sahel, de contribuer à hauteur de 1 milliard de CFA pour soutenir leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme.

Le Sénégal fait partie de ces pôles de stabilité en Afrique de l'Ouest, longtemps envié par des acteurs régionaux. Les menaces sécuritaires, notamment jihadistes, sont pourtant

bien présentes, à l'image des quatre hommes arrêtés fin janvier à Kidira et écroués à Dakar le 10 février dernier. Comment le Sénégal compte prévenir une contagion de l'instabilité sahélienne tout en restant en dehors des formats sécuritaires ad hoc de type G5 Sahel ?

Ces dernières années, l'Afrique de l'Ouest, en particulier la zone Sahel, est devenue l'épicentre de la crise sécuritaire en Afrique. Cette zone est aujourd'hui en proie à une instabilité et une insécurité endémiques, causées entre autres par les mouvements jihadistes, des trafiquants d'armes et d'êtres humains, ainsi que des milices communautaires. La détérioration de la situation sécuritaire dans cette région a entraîné des conséquences dramatiques sur le plan humanitaire, notamment en termes de pertes en vies humaines, et favorisé la circulation des armes légères et de petits calibres et des groupes terroristes et autres trafiquants.

Dans cet océan de troubles, le Sénégal constitue certes un îlot de paix et de stabilité, dernier rempart contre le chaos total que ces groupes armés veulent instaurer en

Afrique de l'Ouest. Pour autant, nous ne devons pas dormir sur nos lauriers. Le Sénégal doit sa position actuelle de dernière forteresse de résistance tout d'abord à ses efforts dans la consolidation de la démocratie et la stabilité intérieure et au professionnalisme de ses forces de défense et de sécurité.

Dans ce contexte, le gouvernement développe des politiques et stratégies au double niveau national et sous-régional pour contenir la contagion de l'insécurité et l'endiguement de la menace sécuritaire en Afrique de l'Ouest.

Sur le plan interne, il s'agit de consolider la construction de la nation autour des valeurs cardinales de dialogue, de tolérance, de solidarité et d'entente fraternelle entre les différentes communautés. Cette politique est adossée à un modèle démocratique reposant notamment sur des leviers sociaux solides incarnés par des autorités

civiles et religieuses qui jouent un rôle important de stabilisateurs et de régulateurs sociaux. Il s'y ajoute, un renforcement des capacités opérationnelles et anticipatives des forces sénégalaises de défense et de sécurité pour détecter précocement toute menace terroriste et la neutraliser. Ces actions de lutte contre la menace terroriste sont combinées avec un bon maillage sécuritaire au niveau des frontières et de certaines zones à l'intérieur du pays. Avec ses voisins, le Sénégal développe une coopération militaire dynamique qui se traduit, entre autres, par une collaboration fructueuse entre les forces de défense et de sécurité de ces pays. Le Sénégal attache du prix à cette coopération avec les voisins, car c'est ensemble que nous vaincrons ce fléau. Sur le plan international, le Sénégal mène une politique volontariste en faveur d'une mobilisation internationale pour la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest, notamment dans le cadre du Plan d'actions de la CEDEAO de lutte contre le terrorisme 2020-2024 ou du chantier Paix et Sécurité de l'UEMOA.

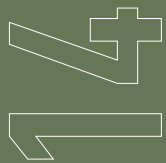


12



— Financement





Où va l'argent des investisseurs en 2021 ?

Alors que les économies africaines règlent leurs montres pour la relance, certains secteurs sont privilégiés par les investisseurs, redéfinissant ainsi la carte sectorielle des investissements à travers le continent.

Par **Ristel Tchounand**





51

Du Cap au Caire, de Dakar à Djibouti, la relance économique passe, outre les stratégies bien déroulées, par l'injection des fonds nécessaires au développement des entreprises. C'est une certitude partagée à l'unanimité par tout l'écosystème régional et international. Après une année 2020 qui a plongé le continent dans sa première récession en 25 ans avec un PIB régional de 1,8%, les économies africaines retroussent leurs manches pour le redécollage. La mobilisation des ressources financières devient alors primordiale, le besoin de financement supplémentaire étant évalué à 425 milliards de dollars d'ici 2025 par le Fonds monétaire international (FMI).

De leur côté, les investisseurs scrutent les meilleures opportunités. Depuis le début de l'année 2021, plusieurs annonces ont été faites. Les institutions financières du G7 et leurs partenaires multilatéraux dont la Société financière internationale (IFC), filiale du Groupe de la Banque mondiale, ont annoncé en mai 80 milliards de dollars d'investissements dans le secteur privé africain au cours des cinq prochaines années. Objectif : soutenir la reprise économique et la croissance durable. Outre son engagement aux côtés du G7, l'IFC investira 2 milliards de dollars dans les petites et moyennes entreprises (PME) africaines. L'Agence française de développement (AFD) poursuit quant à elle son engagement de 12 milliards d'euros d'investissements en Afrique initié en 2020 et dont l'enveloppe dédiée aux PME a été bonifiée de 1 milliard d'euros et ainsi portée globalement à 3,5 milliards d'euros. De même, le britannique CDC Group, qui entend désormais articuler son déploiement régional autour des entreprises, a doublé à 1 milliard de dollars ses objectifs d'investissements cette année.

Par ailleurs, les *private equities* poursuivent également leur développement sur le continent. Pendant les deux premiers mois de l'année, des sources concordantes rapportaient une levée d'environ 850 millions de dollars par divers fonds d'investissement.

LA PANDEMIE A PROPULSÉ LA SANTÉ

Sur le plan sectoriel, le rapport 2021 de l'Association Africaine de capital investissement et de capital risque (l'AVCA rassemblant les « general partners », les institutions financières et les investisseurs institutionnels opérant sur le continent y compris Proparco (filiale de l'AFD), Bpifrance ou CDC Group), révèle qu'une dizaine de secteurs attise l'appétit de tous les investisseurs sur les trois prochaines années.

Effet de cette crise sanitaire, la santé se démarque particulièrement. Quatrième secteur attractif pour les investisseurs en 2020,

la santé trône désormais parmi leurs centres d'intérêts en Afrique. « Le renforcement du secteur de la santé sur nos marchés n'a jamais été un objectif d'investissement aussi important, car cette industrie continue de jouer un rôle de première ligne dans la réponse de CDC à la pandémie de Covid-19 », explique dans un entretien avec LTA Benson Adenuga, directeur du bureau du Nigeria chez CDC Group.

Avant la pandémie, l'intérêt des investisseurs pour la santé montrait déjà des signaux. Le bureau Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en avait fait un sujet majeur en organisant des rencontres avec le secteur privé, afin de booster l'engagement de ce dernier, notamment dans la construction des industries pharmaceutiques et des hôpitaux. L'Union africaine (UA) y a également mis un accent à partir de fin 2017, réussissant notamment à convaincre Aliko Dangote, l'homme d'affaires le plus riche d'Afrique, de créer la Coalition africaine des entreprises du secteur de la santé (ABCHealth), une organisation destinée à mobiliser le secteur privé. Cependant, la Covid-19 a carrément érigé le développement de la santé en urgence, tellement les lacunes en la matière à travers le continent ont été mises en évidence.

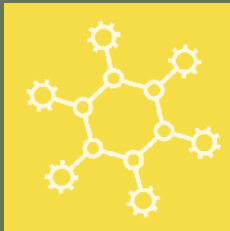
FINANCE, TECH, AGRIBUSINESS... CES AUTRES BONS FILONS

Les services financiers restent également une priorité pour les investisseurs. « En tant que secteur le plus actif en 2020 attirant la plus grande part des transactions (21%), la finance continue effectivement de dominer les investissements en capital et en capital-risque en Afrique et nous prévoyons que cette tendance restera prédominante au cours des prochaines années », argue Abi Mustapha-Maduakor, directrice générale de l'AVCA, soulignant que les fintechs se sont arrachées 70% des opérations dans ce secteur l'an dernier.

Alors que la pandémie a imposé une accélération de la digitalisation de l'économie, la technologie attise également l'appétit des fonds d'investissement et institutions financières. Les autres secteurs prisés sont : les biens de consommation ; l'agribusiness ; les infrastructures ; l'éducation et les télécommunications. Viennent ensuite des secteurs tels que l'hôtellerie (lourdement sinistré par la crise), les mines (hautement stratégique pour plusieurs économies africaines) ou encore l'immobilier.

Jusqu'à ce que la croissance économique reprenne sa vitesse de croisière à travers le continent, la question du financement des économies et donc des entreprises restera au centre des débats. Devant ce choix de s'orienter vers ces secteurs porteurs, il apparaît clairement que la gestion du risque et les potentielles interventions des gouvernements visant à faciliter les affaires dans un contexte inédit restent autant de facteurs déterminants à l'investissement.

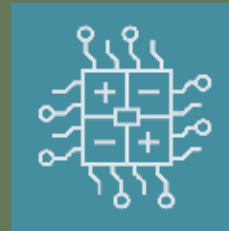
**CES SECTEURS ATTRACTIFS POUR LES INVESTISSEURS EN CAPITAL
SUR LA PÉRIODE 2021-2023**



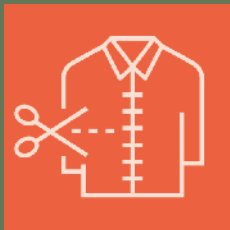
Santé



Services financiers



Tech



Biens de
consommation



Agribusiness



Infrastructures



Education



Télécommunications



Hôtellerie



Mines

17



« La pandémie n'a pas freiné l'intérêt des investisseurs pour l'Afrique »

Par Ristel Tchouand

Entretien

La crise de la Covid-19 a influencé les modes d'investissement dans le monde. Comment les investisseurs se sont-ils finalement comportés vis-à-vis de l'Afrique ?

Au départ, les investisseurs s'inquiétaient des effets de la pandémie, en raison de l'évolution constante du virus et de la variation régionale de son impact. Leurs attentes à l'égard du continent ont considérablement diminué : 96 % des « *General Partners* » -dans l'enquête de l'AVCA sur le Covid-19- ont fait état d'une baisse des perspectives macroéconomiques pour l'Afrique en avril 2020, par rapport à quelques mois auparavant. Cependant, alors que la pandémie et le choc qui en a résulté pour l'économie mondiale ont inauguré une période d'activité d'investissement modérée en Afrique, cette accalmie dans les négociations a été de courte durée. Dans l'ensemble, la pandémie n'a pas freiné l'intérêt des investisseurs pour l'Afrique. À la mi-2020, les investisseurs manifestaient une confiance renouvelée dans le continent, se tournant vers les opportunités émergentes dans les secteurs défensifs. Les entreprises opérant dans les secteurs de la finance,

Les gestionnaires de fonds gèrent les risques avec des équipes locales ayant l'expérience des exigences uniques et variées du capital-investissement du paysage africain.

des services publics, de la santé et de l'éducation, qui étaient jugées critiques pendant la pandémie, ont réussi à lever des fonds de capital-risque au cours du second semestre 2020. Les exemples incluent le cycle d'investissement de 3,75 millions de dollars de série A dans la startup kényane d'e-santé Ilara Health dirigé par TLcom Capital en décembre. Je pourrai en citer beaucoup d'autres. Les investisseurs nationaux et internationaux étaient suffisamment confiants pour soutenir les startups africaines pendant la pandémie, ce qui illustre la force de leur engagement et de leur intérêt pour l'investissement privé en Afrique. L'enquête 2021 de l'AVCA sur le secteur régional du capital-investissement l'atteste bien.

des secteurs afin d'aider les investisseurs internationaux et les parties prenantes de l'industrie à mieux comprendre l'environnement socio-économique et commercial du continent. En outre, le comité juridique et réglementaire d'AVCA publie également des guides par pays qui aident les investisseurs à comprendre l'état de droit pour opérer et investir dans des pays spécifiques à travers le continent. Enfin, le fait que les « Limited Partners » investissant en Afrique soient fortement motivés par un désir d'impact affecte leur tolérance ou leur seuil de risque, où des niveaux de risque plus élevés dans cette « dernière frontière » deviennent plus acceptables dans la poursuite de résultats de développement parallèlement aux retours financiers.

Le continent africain est souvent considéré comme risqué. Comment les investisseurs envisagent le risque dans ce contexte actuel si particulier ?

Il est important de noter que la question du risque n'est pas réservée au continent africain : investir dans les marchés émergents est plus généralement associé à des degrés plus élevés d'incertitude macroéconomique par rapport aux marchés plus développés et établis. Néanmoins, en Afrique subsaharienne, le risque général d'investissement est amplifié par les degrés plus élevés de volatilité géopolitique et monétaire qui existent dans certaines parties du continent. En conséquence, les gestionnaires de fonds actifs y ont cultivé des stratégies pour faire face à ces risques tout en saisissant les opportunités présentes dans l'industrie africaine du capital-investissement.

Les gestionnaires de fonds accordent la priorité à une présence physique sur les marchés d'intérêt. Ils gèrent les risques en établissant des bureaux régionaux à travers l'Afrique avec des équipes locales qui ont l'expérience des exigences uniques et variées du paysage africain du capital-investissement.

La présence locale est-elle un atout et un facteur rassurant ?

Non seulement le fait d'avoir une présence locale permet aux investisseurs de se rapprocher de leur portefeuille, mais le fait d'avoir des équipes de gestion locales ayant une compréhension du terrain et des risques qui y sont associés garantit que ces risques sont pris en compte dans leurs processus d'approvisionnement et de *due diligence*. De plus, en tant qu'organisme panafricain chargé de promouvoir l'investissement privé en Afrique, AVCA joue un rôle de soutien dans la réduction des risques d'investissement privé en Afrique en publiant des aperçus détaillés des pays et

Dans le cadre de la reprise, quelles sont les attentes des investisseurs vis-à-vis des gouvernements africains et des entreprises ?

Suite aux turbulences macroéconomiques de 2020 qui ont entraîné la contraction de plusieurs économies africaines, la Banque africaine de développement (BAD) prévoit une reprise partielle fragile d'environ 3 % en 2021. Les investisseurs et les gouvernements africains partagent une attente mutuelle de gains modestes et de reprise économique partielle en 2021, en s'appuyant sur une collaboration public-privé accrue. Plusieurs gouvernements africains ont mis en place des plans de relance nationaux qui visent à revitaliser leurs économies et à encourager davantage d'investissements étrangers. Chacune de ces stratégies de croissance post-pandémie s'efforce de stimuler une croissance équitable et inclusive pour leurs populations respectives et de remodeler leurs divers paysages économiques. Cet effort transcontinental pour réorienter les priorités stratégiques et non seulement s'adapter mais prospérer dans le nouveau contexte économique post-Covid-19 renforcera probablement la confiance des investisseurs dans l'ensemble de l'écosystème des affaires et renouvellera l'optimisme dans la promesse de l'histoire de la croissance de l'Afrique. Alors que le continent entame sa reprise économique et que chaque pays s'éloigne du protectionnisme qui a coïncidé avec les mesures de confinement, les investisseurs peuvent également s'attendre à une intégration régionale, au commerce et à l'investissement accrus à mesure que l'Accord de libre-échange continental africain (Zlecaf) gagne du terrain.

Par **Aïssatou Seck**

Avocate au Barreau de Paris et
conseillère juridique d'une banque
multilatérale de développement.

Une nouvelle étape à franchir dans la lutte pour l'égalité des genres serait, pour nos sociétés, de comprendre que placer le droit des femmes au cœur des stratégies de développement, peut avoir un véritable impact sur l'économie. Le McKinsey Global Institute estimait dans un rapport paru en novembre 2019 que l'Afrique pourrait voir une augmentation de 316 milliards de dollars ou 10 points de son PIB d'ici à 2025 si chaque pays parvenait à réduire les inégalités de genre. À l'échelle mondiale, le gain estimé serait de douze mille milliards. Faire investir la sphère économique par les femmes peut s'avérer lucratif pour les entreprises et les pays qui en font le pari. David Solomon, PDG de Goldman Sachs annonçait lors du WEF de Davos qu'à compter du 1er juillet 2020, la banque ne travaillerait plus à l'introduction en bourse de sociétés dont le conseil d'administration ne disposerait pas d'au moins une femme ou une personne issue de la diversité. Pour le PDG, cette décision vise à aller au-delà des symboles, il ne s'agit pas d'avoir des femmes dans les conseils d'administration pour remplir des quotas, car intégrer les femmes est avant tout une question de performance. En Afrique où l'entrepreneuriat est l'une des forces vives de l'économie, les banques de développement, les Etats ou encore des acteurs privés ont tous lancé des



initiatives visant à apporter des financements à des structures féminines ou détenues majoritairement par des femmes. Ainsi, en octobre 2017 était créé le We-Fi (*Women Entrepreneurs Finance Initiative*), une initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures issue d'un partenariat entre 14 gouvernements, 8 banques multilatérales de développement et d'autres acteurs publics et privés, et hébergée par le groupe de la Banque mondiale, avec un engagement initial de 340 millions de dollars et une ambition de lever plus d'un milliard de dollars. La BAD avait quant à elle lancé en 2016 l'initiative AFAWA (*Affirmative Finance Action for Women in Africa*), dont l'un des piliers est un instrument de partage des risques doté de 300 millions de dollars, avec le but de donner accès potentiellement à 3 milliards de dollars de crédit en faveur d'entreprises détenues et/ou dirigées par des femmes en Afrique en s'appuyant sur le réseau existant de banques commerciales et d'organismes de microfinance. Parier sur les femmes est non seulement juste, mais également rentable. Aujourd'hui, il est urgent d'aller plus loin en s'engageant à former les femmes, à investir dans leurs entreprises et à adopter les réformes juridiques qui leur permettront de devenir de véritables vecteurs de développement économique et social. Enfin, il faut lancer un appel à l'action, afin d'inciter tous les acteurs de la vie publique et économique à faire du « *women empowerment* » un véritable pilier de leurs plans de croissance et de développement.

Family business



Ces femmes qui font tourner l'usine africaine

La part de l'entrepreneuriat féminin africain compte la part la plus élevée au monde en représentant 24% des femmes actives. Si les entrepreneures évoluant dans le domaine de la Tech sont parfois les plus en vue à l'heure du 4.0, les femmes investies dans le domaine industriel présentent un impact important. Focus sur quatre profils de femmes issues d'Afrique du Nord, de l'Ouest, du Centre et de l'Est.

Par Ristel Tehouand

Le développement du secteur industriel était une priorité pour les économies africaines, bien avant la pandémie de Covid-19. Pressées par les Objectifs de développement durables (ODD) des Nations Unies à l'horizon 2030 et l'agenda 2063 de l'Union africaine, la crise a relevé le niveau d'urgence. Objectif visé : assurer la prospérité nationale. Au moment où les gouvernements avancent en rangs dispersés –certains se montrant plus stratégiques que d'autres - le secteur privé, notamment les femmes entrepreneures, mènent d'une main de fer des grands projets industriels dans divers domaines.



LAMIA TAZI, **au cœur de la pharmacopée** **marocaine**

PDG des Laboratoires Sothema, elle incarne l'un des principaux visages de l'industrie pharmaceutique marocaine. Sothema, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation des médicaments dans plus de 30 pays en Afrique et dans le monde arabe a été fondé en 1976 par son père. La jeune femme est ainsi à la tête de plusieurs usines dédiées à toutes les formes de médicaments : génériques non antibiotiques, injectables, solutés massifs, comprimés, granulés, gélules, et antibiotiques bêta-lactamines. Au total, plus de 350 produits pour fournir l'ensemble du marché.

Pharmacienne, Lamia Tazi a fait son entrée dans l'entreprise familiale en 1998. Sa devise ? « *Le travail* », comme elle aime à le dire. Cette valeur la placera au centre du développement stratégique de la firme avec plusieurs étapes marquantes comme le lancement en 2013 de West Afric Pharma, la filiale sénégalaise dédiée à l'approvisionnement en médicaments des marchés de la sous-région ouest-africaine.

A travers Sothema, Lamia Tazi est également au cœur du projet d'essais cliniques du vaccin anti-Covid, fruit d'une coopération entre le Maroc et le chinois Sinopharm. En tant qu'initiateur de l'étude clinique, la firme marocaine en coordonne l'ensemble des phases. A l'occasion, Lamia Tazi ne manque pas d'exprimer sa conviction quant à la possibilité pour le Maroc de se creuser un sillon sur le

marché des essais cliniques, représentant 40 milliards de dollars, pour devenir une locomotive concernant la lutte anti-Covid sur le continent.

AÏSSA DIONE, **grande prêtresse** **du textile sénégalais**

En réalité, l'influence d'Aïssa Dione ne saurait se limiter au Sénégal. Pionnière du tissage industriel du manjak, un tissu emblématique retrouvé au Sénégal, en Gambie et en Guinée Bissau, l'entrepreneure a réussi à se frayer un chemin au milieu des plus grands noms du luxe à l'international. Son usine dakaroise qui emploie une centaine de personnes tourne à plein régime et accueille désormais d'autres types d'activités. Car, si le coton est longtemps resté la principale matière première utilisée par cette styliste, elle travaille un nouvel élément. Inspirée par les traditions ancestrales ouest-africaines, le bois est venu compléter ses créations pour la fabrication de mobilier de luxe.

Après un parcours d'une trentaine d'années, Aïssa Dione nourrit désormais l'ambition de transmettre ses savoir-faire aux jeunes générations avec un projet d'Institut des métiers d'art à Diannadio. « *Nous avons tout pour nous développer à l'international parce que nous avons de très belles ressources naturelles. Nous avons des savoir-faire, mais pour les confronter au marché international, il faut une formation efficace autour de la création, du design, de la technicité. ... C'est indispensable !* »



KATE FOTSO, la reine du cacao camerounais

Considérée comme l'une des principales fortunes féminines d'Afrique subsaharienne francophone, Kate Fotso dispose d'un patrimoine personnel estimé à environ 250 millions de dollars selon le magazine Forbes. Veuve d'André Fotso, éminent homme d'affaires camerounais et ex-patron des patrons, Kate est très vite sortie de l'ombre de son époux grâce à Telcar Cocoa, une entreprise qu'elle a fondée il y a une vingtaine d'années, suite à un partenariat avec l'américain Cargill.

Extrêmement discrète dans les medias, Kate Fotso dirige pourtant le leader du négoce du cacao au Cameroun avec 24,6% des parts de marché en 2019-2020, selon les statistiques de l'Office national du cacao et du café (ONCC). Sur la même période, ses usines ont conditionné pour l'export 69 253 tonnes de fèves achetées localement. Plusieurs fois primée pour son engagement entrepreneurial qui revêt une forte dimension sociale notamment auprès des agriculteurs camerounais, Kate Fotso continue de nourrir une forte ambition pour le développement du cacao camerounais.



FLORA MUTAHI, l'ambassadrice de l'or vert kényan

Le Kenya est connu pour son industrie florale, mais aussi pour son thé, en tant que premier exportateur et deuxième producteur mondial d'or vert. En tête des entrepreneurs qui font rayonner cette filière : Flora Mutahi, fondatrice et PDG de Melvin Marsh International CO, le leader national de la fabrication et de la distribution de thé aromatisé. Auditeur de formation, elle abandonne rapidement l'idée d'une longue carrière au sein des cabinets internationaux pour se livrer à sa passion pour l'entrepreneuriat. Elle fait un premier essai dans la production de sel, avant de trouver sa voie vers le succès dans le thé. Un chemin parsemé de défis majeurs dont l'éternel problème de financement.

Ses multiples réalisations et succès lui ont valu d'être, depuis fin mai 2021, la première femme élue présidente de l'Alliance du secteur privé kényan (KEPSA) qui rassemble plus de 500 000 membres. Également Vice-présidente du Marché commun de l'Afrique orientale et austral (COMESA) qui rassemble 21 pays, Flora Mutahi est une figure clé du dispositif mis en place par le président Uhuru Kenyatta pour promouvoir notamment le Kenya comme destination de choix pour les investissements étrangers.



BGFIBank,
C'est surtout vous.

merci

50 ANS 1971
2021

À vos côtés depuis 50 ans



BGFI Bank

Votre partenaire pour l'avenir

Par **Jacqueline
Bisimwa
Murangaza**

**Vice-présidente
Afrique de
l'Association
des femmes chefs
d'entreprises
mondiales (FCEM)***

De plus en plus de femmes trouvent les stratégies pour investir dans le secteur industriel -plus particulièrement dans la transformation des matières premières- longtemps resté l'apanage d'acteurs économiques masculins en Afrique. Alors que les femmes africaines ont clairement démontré de quoi elles étaient capables, la plupart d'entre elles se lancent encore dans l'entrepreneuriat avec leurs fonds propres, ce qui peut être très difficile lorsqu'il s'agit de projets industriels. Le déficit de financement des femmes entrepreneures en Afrique est estimé à 42 milliards de dollars par la Banque africaine de développement (BAD). Lorsqu'elles sollicitent du financement, elles sont souvent confrontées à la nécessité de présenter leurs réalisations. L'examen de leur business plan met encore trop souvent l'accent sur la valeur de leurs apports en fonds propres au lieu de se fonder sur la pertinence du leur projet comme c'est le cas en Europe.

Certes des changements s'opèrent peu à peu, avec des initiatives comme celles du Groupe de la Banque mondiale ou celles de la BAD, mais l'accompagnement financier des femmes reste un défi majeur d'autant plus que celles qui entreprennent dans le domaine industriel apportent une valeur ajoutée aux richesses naturelles de notre continent : les ressources agricoles et minières. Avec la création de la Zone de libre-échange continentale



africaine (Zlecaf), il faut davantage donner les moyens aux femmes de mettre en œuvre leurs projets industriels, car cela contribue à accélérer le développement économique et social. Les gouvernements africains devraient à cet effet ériger en priorité le développement des infrastructures comme de l'énergie (y compris la transition énergétique). Si nous avons des routes pour acheminer la production industrielle à travers le continent, nos agriculteurs pourront davantage mettre à profit la fertilité de nos sols, permettant ainsi aux entreprises transformatrices de produire davantage et ainsi accélérer la consommation locale. Il n'est pas normal que nos pays soient en tête des producteurs mondiaux de nombreuses matières premières quand le continent est encore l'un des plus pauvres au monde. Certains pays, comme en Afrique de l'Est, l'ont compris et sont en train de développer une véritable intégration. Cette dynamique doit se généraliser afin que les femmes qui osent puissent mettre tout leur potentiel au profit de nos économies et de nos sociétés.

* La FCEM est une association non gouvernementale ayant un statut consultatif aux Nations Unies, au Conseil de l'Europe et auprès de l'Union Européenne, du CNUCED, de l'ONU, du PNUD, de l'OCDE, ainsi qu'à l'Organisation Internationale du Travail. Fondée en France en 1945 par Yvonne Foinant, réunissant les femmes chefs d'entreprises du monde entier. Avec plus de 70 ans d'existence, son réseau s'étend sur plus de 120 pays, et compte plus de cinq millions d'entreprises sur les cinq continents. L'association défend les intérêts des femmes entrepreneures auprès des gouvernements et des instances internationales publiques et privées.

Jacqueline Bisimwa Murangaza est également Présidente nationale de l'Association des femmes chefs d'entreprise, Présidente de la RDC (ASSOFE) et Présidente de la plateforme (PEF/RDC).

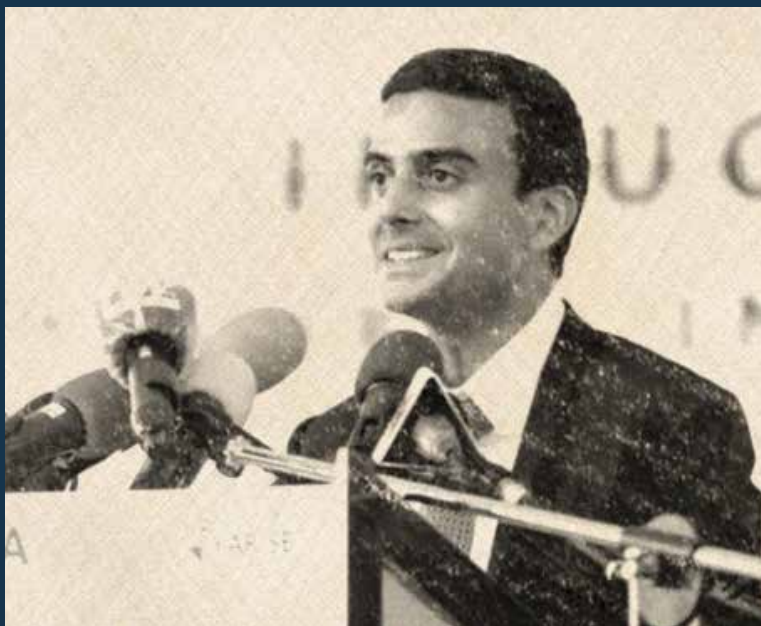
— Infra- structures



ARISE IIP s'engage dans la structuration de l'industrie textile au pays des "Nanas Benz"

ARISE IIP, le développeur industriel panafricain a inauguré en juin 2021 la première plateforme industrielle d'Adétikopé au Togo, PIA. Un projet public-privé qui devrait notamment renforcer la filière du coton « Made in Togo ».

Marie-France Réveillard, envoyée spéciale à Lomé



Gagan Gupta,
co-fondateur
et PDG d'Arise IIP

Le 6 juin 2021, Faure Gnassingbé, le président du Togo inaugurerait la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), conçue, financée et gérée par ARISE IIP (une joint-venture entre Africa Finance Corporation (AFC) et Olam International) et située à 17km de Lomé. Gagan Gupta, co-fondateur d'ARISE IIP s'est dit « très enthousiaste à l'idée de rassembler les acteurs de l'industrie locale et de mobiliser des investisseurs étrangers pour créer un écosystème compétitif de traitement du coton ». Parmi l'assistance, d'influents membres du comité consultatif d'ARISE IIP se distinguaient, à l'instar de Carlos Lopes (économiste du développement), Donald Kaberuka (ex-président de la BAD), Colin Coleman (ex-DG de Goldman Sachs) ou encore Sérgio Pimenta (vice-président de la Société Financière Internationale de la Banque mondiale).

VERS UNE INDUSTRIE TEXTILE DE QUALITÉ

L'agriculture représente 40 % du PIB du Togo et « plus de 60 % de la population active » a rappelé Victoire Tomegah-Dogbe, la Première ministre du Togo qui se réjouit que le parc industriel multisectoriel permette au pays de transformer ses matières premières pour produire davantage de valeur ajoutée. La structuration industrielle de la filière du coton sera prioritaire (égrenage, filature, tissage, teinture, finissage et confection). « PIA » ambitionne de s'imposer comme une référence en la matière dans les pays de l'Interland. « Des synergies » peuvent se créer avec le Burkina Faso et des « pourparlers sont en cours », selon Sani Yaya, ministre togolais de l'Économie et des finances.

En juin 2020, OLAM rachetait 51 % la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT). Un an plus tard, « PIA » voyait le jour. Malgré la baisse des cours de l'or blanc (la campagne de 2019-2020 représentait 116 000t de coton graine alors que le gouvernement table sur 200.000t par an d'ici 2023), le secteur du coton demeure la première culture de rente du pays et représente près de 4 % du PIB.

Si des « synergies » sont avancées entre le Burkina Faso et le Togo, pour l'heure, rien n'est défini concernant le voisin béninois (leader du coton sur le continent avec 728 000 tonnes produites sur la campagne 2020-2021), qui devrait prochainement accueillir sa propre plateforme également gérée par ARISE IIP (Glo-Djigbé Industrial Zone). « Le coton togolais

« Le Bénin pourrait se spécialiser dans des industries annexes, chimiques ou dans la production d'accessoires, par exemple ».
Gagan Gupta

a été classé parmi ceux de haute qualité selon les experts », explique Shegun Bakari, Shegun Bakari, ministre-conseiller du président, en charge de la feuille de route 2020-2025, pour souligner une certaine complémentarité entre les deux pays, à l'heure de l'intégration régionale. C'est également l'avis de Gagan Gupta, pour qui « le Bénin pourrait se spécialiser dans des industries annexes, chimiques ou dans la production d'accessoires, par exemple ». Les 2 premières usines de textile devraient ouvrir mi-2023 et à terme, « PIA » accueillera cinq unités textiles.

POUR EN FINIR AVEC LES EXPORTATIONS DE MATIÈRES PREMIÈRES BRUTES

Le site représente « la solution adaptée à la diversification économique », considère Kodjo Adedze, ministre togolais du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale, qui appelle les investisseurs à mettre la main au portefeuille pour profiter des opportunités offertes par PIA (infrastructures et exonérations fiscales).

En première phase, « PIA » s'étend sur 400 ha et comprend une zone industrielle et une zone commerciale, un parc d'une capacité de 12 500 conteneurs, un parking de 700 places pour les camions, un port sec, des entrepôts, des unités de stockage pour les produits agricoles, une caserne de pompier, un guichet unique... Six opérateurs sont prêts à construire leurs usines (une pour le textile, une pour le soja, une pour le bois, une pour les motos électriques et une dernière pour le marbre). L'objectif affiché par ARISE IIP est de créer quelque 35 000 emplois directs locaux. La réussite de « PIA » dépendra surtout de l'intérêt des investisseurs et de son inclusivité qui se mesurera en particulier; en fonction des conditions d'achat des matières premières, des contrats proposés aux salariés et de l'empreinte carbone du parc industriel. ARISE IIP assure que son approvisionnement énergétique proviendra à 90 % de sources renouvelables.

Parallèlement au coton, l'agro-transformation de « PIA » concernera les filières du riz, du soja, de la noix de cajou, du café, du cacao... Les cosmétiques, l'automobile, la volaille, le recyclage et les produits pharmaceutiques sont autant de cibles identifiées pour soutenir la diversification inscrite sur la feuille de route nationale.

29

Par **Mikail Houari**

Président Airbus Afrique et Moyen-Orient

La Covid-19 a stoppé net l'industrie aéro-nautique et, comme partout ailleurs, l'impact social, financier et éco-nomique a été massif en

Afrique. La suspension des vols a entraîné des pertes considérables pour les compagnies aériennes et les secteurs dépendants de l'aviation comme le tourisme et le commerce.

Il faut noter qu'avant cette pandémie, les perspectives du transport aérien en Afrique étaient extrêmement positives. Le Global Market Forecast 2019 d'Airbus prévoyait que le trafic de passagers à destination et en provenance d'Afrique augmenterait de 5,4% par an au cours des vingt prochaines années.

Le continent africain a fait des progrès significatifs vers l'amélioration des infrastructures aéroportuaires et la gestion du trafic aérien. Ainsi, des pays comme le Maroc, le Niger, le Sénégal, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et l'Éthiopie sont en train d'agrandir les aéroports existants ou d'en construire de nouveaux.

Surtout, c'est dans sa contribution à la fabrication aéronautique que l'Afrique a fait un bond en avant ces dernières années et a su se positionner dans la chaîne de valeur mondiale. En

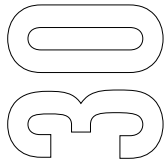


Afrique du Sud, au Maroc et en Tunisie, par exemple, plus de 35 entreprises sont impliquées dans la fabrication d'avions commerciaux Airbus, tant au niveau de la conception et l'ingénierie que de la production de pièces, notamment électroniques.

La capacité de l'industrie aéronautique africaine à se remettre de cette pandémie dépendra du niveau de collaboration de toutes les parties prenantes pour atténuer les effets de cette crise sans précédent. Le soutien des gouvernements et des institutions de financement et de développement sera essentiel, qu'il s'agisse d'un soutien financier direct, de garanties de prêts, d'allègements fiscaux ou encore, d'un assouplissement du cadre légal, ce qui a déjà été mis en place dans des pays tels que le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Rwanda et l'Ouganda.

Dans les mois à venir et les prochaines années, l'adaptabilité des compagnies aériennes sera cruciale. En effet, un retour aux taux de fréquentation d'avant-Covid n'étant pas attendu avant 2024, la composition de la flotte aérienne et la polyvalence des avions seront mises à l'épreuve. Plus que jamais, il s'agira de piloter le bon avion au bon moment, de disposer d'un *business model* flexible, tout en exploitant des avions économiquement efficaces. Le post-Covid exigera des stratégies de marché et de flotte adaptées.

Le continent africain a fait des progrès significatifs vers l'amélioration des infrastructures aéroportuaires et la gestion du trafic aérien.



Transition — énergétique



Groupe Filatex, premier producteur d'énergie privé à Madagascar

Née à la veille des années 1980 pour répondre au développement du secteur textile à Madagascar,

l'entreprise a bien grandi. Présent dans l'énergie verte, les zones franches et l'immobilier, Groupe Filatex a lancé sa première centrale solaire en janvier 2021 et multiplie les partenariats.

Rencontre avec Hasnaine Yavarhousen, DG de Groupe Filatex.

Propos recueillis par
Marie-France Réveillard

G

roupe Filatex s'est considérablement développé depuis 1979. Que représente-t-il à ce jour ?

Le groupe compte 390 salariés pour la maison-mère et nous sous-traitons un maximum d'activités. Notre chiffre d'affaires est d'environ 80 millions d'euros par an. Le groupe est composé de 3 pôles. Le premier pôle est consacré à l'énergie. Depuis 2005, nous sommes le 1^{er} producteur d'énergie privé à Madagascar. Nous sommes passés

d'une production diesel à une production fuel puis, en 2019, nous avons signé pour l'hybridation de nos sites en solaire. À ce jour, nous représentons 30% de part de marché. Le second pôle concerne les zones franches. Nous sommes à l'origine de la première zone franche industrielle du pays, construite peu avant les années 1990. Elle compte un peu plus de 200 000 m² de bâtis avec les nouvelles extensions. Enfin, le dernier pôle concerne le secteur de l'immobilier où nous sommes également leader à Madagascar avec 100 000 m² de surface immobilière bâtie.

Où sont produits les panneaux solaires associés à vos solutions ?

Ils sont produits à l'étranger, en Chine avec Jinko et au Canada avec la Canadian Solar. Parallèlement, les conteneurs de Akuo sont produits en France et nous réfléchissons à monter une usine d'assemblage à Madagascar d'ici la fin de l'année. Nous sommes producteurs d'énergie et nous disposons déjà de nos zones franches. Les travaux d'une nouvelle zone franche ont d'ailleurs démarré il y a quelques jours, face au port de Tamatave. Cela ferait sens d'amener les producteurs directement à Madagascar et de réaliser l'assemblage ici.

Que recouvre votre partenariat récemment signé avec Akuo, le producteur indépendant français d'énergie renouvelable ?

Nous avons signé un partenariat avec Akuo pour un investissement total de 6 millions d'euros afin d'installer des unités solaires mobiles et portatives Solar GEM dans la ville de Tuléar. Les unités pré-assemblées et pré-câblées peuvent être déployées en 30 minutes et repliées en 45 minutes seulement. L'hybridation a été réalisée en juillet 2020. Il s'agit de notre première centrale hybride. Nous venons de déployer 3 MW à Tuléar sur un contrat de 10 MW hybride. Parallèlement à ce partenariat, nous avons réalisé l'hybridation solaire de Diego Suarez, Majunga et Tamatave pendant la pandémie.

Une diversification des productions d'énergies propres est-elle à l'ordre du jour ?

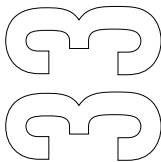
L'hydraulique c'est très bien, mais il y a six ans de réalisation et un capex qui est beaucoup plus important... La solution d'urgence, c'est le solaire. Nous venons de signer notre premier contrat à Tananarive où nous réaliserons 55 MW de solaire d'ici février 2022. Nous avons réfléchi à la question des batteries, au moins entre 18h et 20h [correspondant au pic de consommation, ndr] et nous travaillons actuellement pour faire de Nosy Be, une île 100% solaire avec des batteries. Par ailleurs, nous nous intéressons à l'éolien que nous allons déployer à Diego Suarez et à Fort- Dauphin d'ici la fin de l'année.

Comment appréhendez-vous la question du stockage de l'énergie solaire ?

Nous utilisons déjà des batteries pour stabiliser le réseau, mais elles ne prennent pas en compte les heures de pic de consommation. Nous disposons de 30 minutes



Groupe Filatex déploie aujourd'hui ses solutions dans trois marchés subsahariens et un marché européen pour un total de 137 MW.



de batterie... Si le partenariat avec la Jirama [entreprise publique de services publics d'électricité et d'eau à Madagascar; *ndlr*] se déroule bien cette année, l'objectif est de disposer des heures de pic dans la batterie, ce qui ferait de nous un producteur 100% solaire.

Quels ont été les principaux impacts de la pandémie sur vos activités ?

La crise nous a durement frappés pendant un trimestre, puis les retards et les commandes ont rapidement été rattrapés. Pendant que les projets étaient bloqués au niveau national, nous avons réussi à réaliser la phase 1 de l'hybridation solaire, car nous avons déjà acheté les panneaux solaires. En phase 2, les branchements ont été retardés de quelques mois seulement. Nous avons enregistré un retard de six mois environ, mais qui n'a pas si durement impacté nos activités.



Hasnaine Yavarhoussen,
DG de Groupe
Filatex

Pourquoi intégrer autant de partenaires étrangers dans vos activités alors que vous êtes déjà n°1 dans votre secteur. Serait-ce la base d'une stratégie de développement à l'international ?

Effectivement, nous développons une stratégie continentale. Nous partons du principe que chacun dispose d'un savoir-faire particulier dans son secteur. Nous avons choisi d'intégrer des acteurs spécialistes du solaire à Madagascar, lesquels nous ouvrent de nouvelles portes dans d'autres géographies, pour porter notre croissance à l'international et partager les risques. Les acteurs partenaires y trouvent des avantages en matière d'equity que nous sommes en mesure de ramener sur les projets.

Par **Ghalia Mokhtari**

avocat au barreau de Casablanca,
spécialiste des financements
de projets énergétiques et des
problématiques climatiques

Les décisions mises en œuvre actuellement par les pouvoirs publics marocains devront surmonter deux défis essentiels. Le premier est structurel et nécessite de dessiner un modèle de développement plus inclusif et plus durable. Le second est conjoncturel et invite à combiner les temps courts avec les temps longs en trouvant les ressorts permettant une relance rapide du tissu économique afin d'éviter une crise sociale. Or, la conjugaison des temps longs - ceux de la stratégie - et des temps courts - ceux de l'opportunité immédiate - a souvent comme corollaire l'abandon de l'exigence de transition climatique, car les secteurs les plus porteurs en matière d'emploi sont souvent les plus polluants. Et malheureusement, le bilan actuel sur les politiques publiques au Maroc ne plaide pas toujours en faveur de la question climatique. Ainsi, les politiques devraient privilégier des mesures qui promeuvent les secteurs de la santé, de l'environnement, du développement durable et de l'économie. Cette urgence est d'autant plus amplifiée par l'émergence de nouveaux risques, incluant celui d'une pandémie mondiale comme celle du Covid-19. C'est dans cette optique que certains secteurs d'activités économiques devront faire l'objet d'une



mise à jour de leur cadre réglementaire en vue d'encourager les investissements.

Les incitations fiscales seront également un facteur décisif pour la mise en place d'un plan de relance vert au Maroc. Pour générer les revenus qui lui permettront de financer ces mesures d'incitation, l'Etat devra mettre en œuvre une réforme fiscale profonde qui s'articulerait essentiellement autour d'une tarification du carbone. Une telle mesure permettrait de réorienter les investissements loin des actifs carbonés.

Mais la tarification du carbone à elle seule ne suffira pas à attendre l'objectif 0 carbone d'ici l'année 2050. Une série de politiques complémentaires devront être mises en œuvre en vue de corriger les défaillances du marché qui pourraient faire obstacle à la réalisation de cet objectif. Parmi ces mesures : la réduction des subventions aux énergies fossiles, la conclusion de partenariats public-privé pour le financement des investissements dans les secteurs d'activités clés, l'octroi de prêts à taux réduit pour encourager les investissements des acteurs privés, et enfin la décarbonation de la production et de la consommation d'énergie à travers le développement des infrastructures vertes et des projets renouvelables. Pour réaliser cet objectif, le Maroc devra développer une stratégie politique de planification énergétique à long terme, cohérente, innovante et inclusive pour toute la population.

Africa Tech



*Terry He,
président de Huawei
Northern Africa*

« Nous sommes
en recrutement
constant, car
nous croyons
en l'Afrique »



Nommé fin juin à la tête de la présidence de Huawei Northern Africa, Terry He revient dans cet entretien sur les défis et les perspectives du géant chinois des TICs dans la région.

Propos recueillis par **Mounir El Figuigui**

La

crise pandémique a changé de manière profonde les priorités dans les agendas des décideurs, notamment en termes d'investissement dans les TIC. Pensez-vous que ce changement de paradigme contribuera à l'accélération du développement de l'économie digitale sur le continent africain ?

La pandémie de la Covid-19 a indéniablement accéléré la transformation digitale sur le continent africain, même si cette transformation était déjà en cours. Les secteurs publics et privés de la plupart des pays du continent ont pris conscience que la transition numérique était un impératif face à la crise sanitaire, leur permettant ainsi de mieux appréhender l'avenir et ses

défis. Le développement de l'économie numérique offrira donc davantage de possibilités sur le continent en terme de création d'emploi et de croissance économique.

Globalement, comment le groupe Huawei participe-t-il au développement de l'économie digitale du continent ?

Huawei a pour vision de donner accès aux technologies numériques à chaque personne, foyer et organisation. Par exemple, nous avons déployé notre solution RuralStar en RDC, en Éthiopie, en Guinée et au Cameroun, réduisant les coûts de construction et de déploiement du réseau dans les zones rurales et permettant de connecter plus de 1000 villages et plus de 2 millions de personnes dans la région Huawei Northern Africa. Pour promouvoir l'éducation numérique auprès de cette jeune génération, Huawei a ainsi formé plus de 37 000 personnes dans la région, grâce au programme Huawei ICT Academy. Nous prévoyons de former 150 000 personnes au cours des cinq prochaines années avec une série d'initiatives qui correspondent aux stratégies numériques de chaque pays.

L'Afrique du Nord est la région la mieux connectée du continent avec un taux de pénétration de la téléphonie mobile à quelque 70% et un taux de couverture 4G à 83 % en 2020. Comment appréhendez-vous le potentiel digital de cette sous-région au cours des cinq prochaines années ?

Malgré l'impact de la pandémie sur cette région, l'Afrique du Nord est une locomotive pour le continent en termes de connectivité. Vous y trouvez en effet les pays les plus connectés d'Afrique, avec l'Algérie et la Tunisie qui présentent les plus forts taux de pénétration du téléphone mobile, et la Tunisie et le Maroc qui ont la meilleure couverture 4G. On estime que la Tunisie forme plus de 8 000 ingénieurs en TIC chaque année. C'est un enjeu pour Huawei qui accompagne les États dans leur transformation digitale.

Avec les infrastructures, les ressources humaines restent la pierre angulaire pour le développement de l'économie digitale africaine. Quels sont les programmes initiés dans ce sens par Huawei afin justement de favoriser l'émergence de nouveaux talents spécialisés dans les TIC en Afrique du Nord ?

Nous avons investi très tôt dans l'éducation pour favoriser l'émergence des talents qui seront les acteurs de la révolution

« Nous prévoyons de former 150 000 personnes au cours des cinq prochaines années avec une série d'initiatives qui correspondent aux stratégies numériques de chaque pays. »

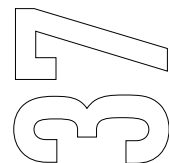
numérique de demain via Seeds for the Future dans lequel nous sommes engagés depuis 2014 identifiant les jeunes talents du continent pour les former ensuite en matière de TIC. En 2020, face à l'épidémie et à l'arrêt des cours, Huawei a notamment mis en place plus de 260 classes en ligne dans plusieurs pays. Au Sénégal, dans le cadre de la collaboration entre Huawei TECH4ALL et l'Unesco, nous avons créé DigiSchool, qui propose des équipements et outils numériques ainsi que des formations à plus de 200 enseignants de 60 écoles primaires et secondaires du pays. Cela a déjà bénéficié à 15 000 étudiants.

En Afrique, Huawei emploie aujourd'hui quelque 9000 collaborateurs, dont 81% locaux. Avec le développement actuel de l'écosystème digital, envisagez-vous de nouveaux recrutements à court terme dans la sous-région nord-africaine ?

Valoriser le continent tant dans son recrutement que dans son management sont des ambitions qui tiennent à cœur Huawei. Nos employés sont régulièrement poussés à occuper des postes de direction en Afrique pour monter en compétence. Nous intensifierons nos efforts pour recruter et former des personnes talentueuses dans de nouveaux domaines, comme le cloud et l'IA. Par exemple, nous avons récemment fait appel à un cadre expérimenté dans ce domaine, Mounir Soussi, pour diriger nos activités de cloud et d'IA pour le marché africain.

Une politique de ressources humaines chez Huawei place la région Afrique comme « un passage presque obligé » pour pouvoir gravir les échelons au sein du groupe. Pourquoi cette préférence est-elle donnée au continent africain ?

La raison pour laquelle l'Afrique est un « passage presque obligé » pour les managers de Huawei est la suivante : l'environnement sur le continent leur permet d'évoluer avec une expérience et des capacités commerciales d'une plus grande envergure. Les employés de Huawei travaillant en Afrique ont la possibilité d'enrichir leurs connaissances et leurs expériences comprennent ainsi mieux notre groupe. C'est ce que le fondateur et PDG de Huawei, Ren Zhengfei, préconise pour devenir un « généraliste ». C'est une qualité que l'on doit retrouver chez un bon manager.





GreenNKool (Madagascar) et AgroPad (Cameroun) :

les startups lauréates du concours
MED'INNOVANT AFRICA 2020-2021

Destiné aux entrepreneurs africains, le concours organisé par l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (France) a récompensé en 2021 deux solutions innovantes pour la ville méditerranéenne. Zoom sur les lauréats de cette édition.

Publi-rédactionnel

*Les lauréats
du concours
d'innovation*



Marie Christina
Kolo



Erik Gyslain
Tiam Dzembouong

GreenN'Kool et AgroPad, gagnants du concours d'innovation grâce à leurs projets urbains inspirants

A

u travers de MED'INNOVANT AFRICA, l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) met en lumière des porteurs de projets qui développent des solutions innovantes pour la ville méditerranéenne et africaine durable et résiliente.

En avril 2021 s'est tenue la remise des prix de la deuxième édition du concours à Marseille (France), dans le cadre du sommet international EMERGING VALLEY, rendez-vous incontournable de la Tech Africaine. Deux projets ont été primés parmi les propositions de 183 startups de 27 pays d'Afrique.

LE « PRIX DU JURY » DÉCERNÉ À GREENKOOOL

Créée par **Marie Christina Kolo**, GreenN'Kool a été récompensée pour son activité de sensibilisation au tri sélectif et à la valorisation des déchets dans les communautés défavorisées de Madagascar. Elle propose diverses activités culturelles et ateliers gratuits sur le thème du développement durable. En réponse à la crise de la COVID-19, l'association a créé un savon écoresponsable et solidaire à base d'huile alimentaire usagée, Alt Soap, distribué pendant la pandémie au public le plus fragile de l'île. La lauréate a remporté un boost financier de 7 000€ pour l'aider dans son développement et la possibilité de venir tester son innovation sur un territoire d'expérimentation de 480 hectares : l'Ecocité Marseille Euroméditerranée.

Depuis le trophée, GreenN'Kool a diversifié son offre en développant de nouveaux produits éco-responsables, dont la fabrication permet la réinsertion professionnelle de populations vulnérables. *« Nous avons candidaté à MED'INNOVANT AFRICA avec l'idée de pouvoir mettre en avant notre solution à une plus large échelle. Nous répondons à une problématique à Madagascar mais notre solution est duplicable dans d'autres pays. Euroméditerranée nous permet de la tester à travers la mise à disposition d'un terrain d'expérimentation. »*

Marie Christina Kolo, CEO de GreenN'Kool

LE « PRIX COUP DE CŒUR » ATTRIBUÉ À AGROPAD

AgroPad est une société d'agronomie dirigée par **Erik Gyslain Tiam Dzemboung** qui propose une solution permettant aux agriculteurs d'irriguer leur exploitation à distance, depuis

un téléphone portable, grâce à une application qui actionne un automate par l'envoi de SMS. Le dispositif fonctionne à l'énergie solaire photovoltaïque et vient fournir à la plante la quantité d'eau et d'engrais exacte en fonction du taux d'humidité, de la pluviométrie et du type de plantation. AgroPad fournit également sur son site web un bulletin météorologique en temps réel. Avec ce prix, la start-up a reçu d'une dotation en numéraire de 2 500 €. AgroPad approfondit aujourd'hui son business model pour l'orienter vers l'agriculture urbaine et ainsi répondre à des problématiques plus larges.

« Euroméditerranée peut nous aider à tester notre solution dans un contexte méditerranéen, en jouant un rôle d'acteur majeur dans sa mise en œuvre sur le territoire. Cela nous permettra de nous déployer rapidement sur le territoire, puis en Afrique. »

Erik Gyslain Tiam Dzemboung, CEO d'AgroPad

Les deux lauréats de MED'INNOVANT AFRICA bénéficient également d'un pack d'accélération (programmes d'incubation, coaching, mentoring, parrainage, adhésion à un réseau d'entreprises, etc.) de la part d'Euroméditerranée et des partenaires associés au concours. Cette récompense leur permettra de faire croître leurs parts de marché en Europe et en Afrique. Depuis la remise des prix, l'EPAEM accompagne les lauréats au travers de mises en relations avec des contacts locaux pour favoriser l'ancrage territorial de leurs solutions, les aide à structurer leurs études de marché et leur offre un push visibilité médias.

LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRENEURS AFRICAINS

L'innovation technologique en Afrique se développe de façon exponentielle, c'est pourquoi Euroméditerranée a lancé la première édition 100% africaine de son concours MED'INNOVANT en 2019. L'objectif étant de repérer, accompagner et promouvoir des porteurs de projet qui proposent des solutions urbaines inspirantes en lien avec le développement et l'aménagement des territoires méditerranéens et africains.

En décembre 2021, les lauréats des deux précédentes éditions du concours seront présents lors du prochain sommet EMERGING VALLEY à Marseille, pour revenir sur leurs évolutions durant un temps fort dédié à Euroméditerranée.

MED'INNOVANT AFRICA reviendra en 2022 : les porteurs de projet africains seront invités à déposer leur candidature du 1^{er} juillet au 31 août l'an prochain, pour peut-être devenir à leur tour les gagnants du concours !

En savoir plus :

www.euromediterranee.fr/medinnovantafrika

93

Par **Jean-Michel Huet**

Associé chez BearingPoint
Développement Digital Afrique
et International

Face à la crise Covid de nouvelles voies pour l'Afrique. Début juin 2021, moins de 2% de la population africaine avait reçu une première dose de vaccin et moins de 0,5% était complètement vaccinée. Cela signifie qu'il y a plus de vaccinés aujourd'hui en France que dans toute l'Afrique.

L'*African Vaccine Acquisition Task Team* s'appuie sur plusieurs initiatives pour disposer de vaccins à destination de l'Afrique dont l'initiative Covax qui est une première réponse pour laquelle l'Europe a été contributrice. Pourtant, au sujet de la vaccination, il faut aller plus loin et plus vite.

Une première voie pourrait être d'aider l'Afrique au développement de la production industrielle de vaccins sur le continent. En 2020, plusieurs pays comme l'Afrique du Sud, le Nigéria ou le Maroc ont montré leur capacité à réorienter certaines usines pour la production de masques ou de gels hydroalcooliques. Une dynamique similaire peut être mise en place pour les vaccins. Cela pourrait concourir à produire un nouveau « leapfrog », industriel cette fois, sur le continent.

Une seconde voie, concerne la transformation numérique de la santé. Sur un continent de la taille de l'Afrique (3 fois l'Europe en superficie) avec des infrastructures de transport défectueuses, cette question sera essentielle. À l'exception du Maroc, où 30% des



doses reçues ont été administrées, tous les autres pays ont distribué moins de 7% de leurs doses. Certaines initiatives françaises citoyennes telle que *Vitemadose* (outil de CovidTracker permettant de détecter les rendez-vous de vaccination contre la Covid-19) pourraient servir, par exemple, en mode open source, et représenteraient une opportunité d'accélérer la distribution, notamment pour un continent en avance

sur des usages transactionnels via mobile. Plus largement, il faut profiter de la crise pour développer la e-santé sur le continent, tout comme les outils utilisés pour la Covid-19 afin qu'ils servent aussi pour le développement des outils digitaux dans la santé (suivi des patients, télé-diagnostic, etc.).

Une troisième voie est le financement de la transformation africaine. Les logiques de partenariat public-privé ou de financement par des acteurs tels la BPI peuvent permettre un vrai rapport gagnant-gagnant, finançant à la fois des entreprises françaises dans leur développement en Afrique, mais aussi de entreprises locales africaines, avec en parallèle, un transfert de compétence. L'environnement favorisant les start-up, leur accompagnement et les fonds d'investissements privés seraient aussi de bon augure pour contribuer à la relance économique et à l'accélération des transformations requises (numérique, agriculture, énergie etc.). Ces trois voies illustrent, au-delà de la crise sanitaire, ce moment qui permet d'inscrire ces changements dans une logique structurelle de transformation du continent.

Agro Business



Les startups changeront-elles le futur de l'agrobusiness africain ?



L'humanité est confrontée depuis plusieurs décennies à une situation sans précédent, où le risque de pénurie alimentaire n'est pas seulement lié aux aléas climatiques et à l'occurrence de catastrophes naturelles, mais également à la constante démographique moderne qui fera que nous serons plus de 11 milliards de Terriens à la fin du siècle, dont 4 sur 10 seront des Africains.

Par Mounir El Figuigui

UN TERRAIN FERTILE POUR L'«AGRITECH»

Aussi, sur cet arrière-plan omniprésent, se dessinent aujourd'hui les contours d'une nouvelle révolution, autant grisante que vitale, et ce pour l'Afrique plus que pour nul autre continent. Il s'agit en l'occurrence du mariage -programmé - entre ce qu'il y a de plus « *naturel* » dans l'activité économique humaine, l'agriculture, et l'expression la plus évoluée de ses capacités de création « *artificielle* ». En effet, l'« *agritech* » ou agro-technologie, est désormais identifiée comme une composante essentielle de la solution

qui permettra à la fois de nourrir l'humanité entière et préserver les ressources vivrières. Evidemment, l'enjeu pour l'Afrique est encore plus marqué, vu la situation alimentaire dont continuent à souffrir actuellement ses populations et qui risque de s'exacerber avec le dérèglement climatique. Or, la voie salutaire des agro-technologies nécessite la prolifération des véhicules qui peuvent en porter les idées et les innovations : les agro-startups. Ces jeunes pousses innovantes qui s'activent sur le terrain des chaînes de valeurs agricoles, se concentrant sur des problématiques précises pour la plupart, ou même repensant structurellement les modes de fonctionnement pour les plus disruptives d'entre elles.

UNE ACTION TRANSVERSALE SUR LA CHAÎNE DE VALEUR

Le paradoxe en Afrique, c'est que les éléments pouvant freiner le développement des jeunes pousses sont les mêmes qui constituent l'objet des innovations sur lesquelles elles sont susceptibles de se pencher, notamment dans le domaine agricole. Dans ce sens, l'on peut identifier deux catégories d'agro-startups qui réussissent. Les premières, dominantes en nombre, identifient une problématique spécifique dans la chaîne de valeur, et tentent d'y apporter une solution innovante, en mettant à profit les nouvelles technologies. Les secondes, moins nombreuses, mais dont l'impact sur le marché est démultiplié, considèrent la chaîne de valeur de manière globale, et apportent une « révolution » systémique aux modes de fonctionnement. De l'avis des experts, les startups qui échouent sont celles qui ne considèrent pas le terrain, ses besoins et contraintes, et qui pensent que se contenter d'une démarche du haut vers le bas, en tentant de mettre en œuvre des idées théoriques ou abstraites, même si ces dernières peuvent être brillantes.

LES CONNEXIONS DU FUTUR

Quelle que soit son approche, une agro-startup s'attaque, en partie ou dans son ensemble, aux lacunes des chaînes de valeur agricoles, avec un objectif d'optimisation, au profit des deux extrémités de la chaîne: le fermier-producteur et le consommateur. En Afrique, l'agriculteur vivrier et familial représente l'écrasante majorité de la production alimentaire locale, même si les grandes exploitations et quelques grands propriétaires fonciers gagnent du terrain. Pour atteindre le consommateur final et vivre de son travail, le fermier a besoin d'un éventail d'éléments: le financement pour assurer son activité (et son quotidien) et l'assurance pour sécuriser sa récolte et ses revenus; les intrants biologiques (semences, plants, ...) et chimiques, ainsi que l'équipement pour lancer et entretenir sa campagne; un savoir-faire intellectuel et technique; et des moyens logistiques et commerciaux pour atteindre le marché et ainsi le consommateur final. Entre les deux extrémités de cette chaîne, une infinité de maillons s'entrelacent, et l'agro-startups interviennent alors sur un ou plusieurs d'entre eux. Aujourd'hui, se sont encore les solutions les plus simples et les plus proches du terrain qui fonctionnent le mieux, et l'usage de technologies actuelles reste le plus facilement adopté par les cibles. Au Nigéria, plus de 4 millions de personnes ont bénéficié d'un programme de portefeuilles mobiles pour l'octroi de subventions à l'achat d'engrais, entraînant ainsi en seulement 2 ans, une chute de 300 à 22 dollars du coût de l'engrais pour l'agriculteur. L'agriculture numérique en Afrique est déjà en marche.

L'AGROBUSINESS AFRICAIN EN 10 CHIFFRES

60 % des terres arables du monde se trouvent en Afrique.

L'agriculture représente 20 % du PIB du continent, pourtant le continent n'arrive toujours pas à nourrir sa population.

65 % • L'agriculture est un réservoir d'emploi. On y recense pratiquement deux tiers de la population active du continent.

26 % • Les céréales (grains et farine) représentent plus de 26% de l'ensemble des dépenses de consommation des ménages africains.

1,1 milliard • La classe moyenne devra atteindre quelque 1,1 milliard de personnes en 2060, soit une hausse de plus de 40% par rapport à aujourd'hui. La population totale du continent devrait dépasser 2 milliards de personnes en 2050. La question démographique pèse lourdement sur les ressources naturelles. Elle impacte directement le taux de pauvreté, et ceux ce l'emploi et du chômage.

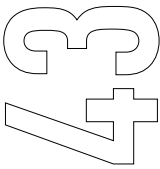
1 000 milliards • Le secteur agroindustriel africain représenterait un chiffre d'affaires de 1 000 milliards de dollars d'ici 2030.

130 millions d'euros • Le chiffre d'affaires du digital dédié à l'agriculture subsaharienne (drones, capteurs sur le terrain, mégadonnées, e-learning, etc.) atteindrait annuellement quelque 130 millions d'euros.

33 millions • Sur tout le continent en 2019, Nombre de petits agriculteurs et pasteurs enregistrés à des solutions digitales pour l'agriculture via D4Ag, Digitalisation for Agriculture. Ce chiffre devrait atteindre 200 millions d'ici 2030.

390 • Le nombre de solutions digitales dédiées à l'agriculture en Afrique est passé de 66 en 2013 à 390 en 2018.

47 millions d'euros • Le secteur privé a mobilisé quelque 47 millions d'euros pour dans l'agriculture numérique en 2018.



Par Henri de Villeneuve

Fondateur et directeur de COBASA
et représentant du MEDEF International
pour l'Afrique du Sud.

En Afrique orientale et australe, le secteur agroalimentaire a montré une solide résilience face à la crise liée à la Covid-19, de la production à la distribution. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette résilience : de fortes précipitations, des saisons de plantation entamées largement avant l'explosion de la crise sanitaire, mais aussi l'importance nouvelle accordée aux enjeux de souveraineté alimentaire. Cette priorité donnée à la protection du secteur agroalimentaire est fondamentale : les prévisions du FMI indiquent que d'ici 2050, l'Afrique abritera une population de plus 2 milliards d'individus. Face à la croissance démographique exponentielle que connaît le continent, les défis sont de taille : les importations alimentaires, recours massivement utilisé en raison du déficit de produits finis et manufacturés localement, doivent laisser place à l'investissement. En effet, l'ouverture du capital des entreprises agroalimentaires apparaît comme la meilleure solution pour les faire croître, et assurer ainsi la souveraineté alimentaire de la région. Cependant, si l'investissement financier est nécessaire, les acteurs de l'agroalimentaire d'Afrique orientale et australe sont également enclins à accueillir au sein de leur capital des



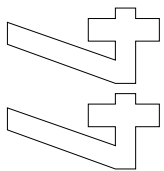
partenaires stratégiques, aptes à les aider à effectuer des « sauts technologiques ».

De l'autre côté de la Méditerranée, l'Europe - et plus particulièrement la France - dispose d'un secteur agroalimentaire coopératif et privé désireux de se développer sur le continent africain. Ces groupes ont, en plus de leur force de frappe financière, les moyens d'apporter aux entreprises de la région une expertise technique, marketing et commerciale, dépassant ainsi le statut de simple fournisseur.

Les investissements de groupes européens dans le marché de l'agroalimentaire régional peuvent augmenter le volume de produits régionaux et internationaux de manière significative et durable. Par exemple, ces apports financiers peuvent s'engager à favoriser la production et la vente de produits destinés aux marchés locaux et régionaux, sans oublier d'améliorer les pratiques commerciales en privilégiant les productions ayant un impact environnemental positif. Ces financements doivent par ailleurs favoriser l'emploi local équitablement

réparti entre les hommes, les femmes et les jeunes disponibles sur le marché du travail, tout en se focalisant sur les entreprises sensibles à leur empreinte écologique. Marché porteur et à la croisée du rentable et du durable, l'Europe et l'Afrique orientale et australe gagneraient à mettre l'agribusiness au cœur de leurs relation.

L'Europe et l'Afrique orientale et australe gagneraient à mettre l'agribusiness au cœur de leurs relation.





www.latribuneafrique.com

Société éditrice :

Publiafrica SA au capital
de 6 000 000 de DH.
6, Rue Kadi Iass, Maârif,
20100 Casablanca, Maroc
RC : 358 575 Patente 35794226 T

**Présidente -
Directrice Générale :**
Delphine Chêne

Rédacteur en chef :
Mounir El Figuigui
melfiguigui@latribune.fr

Rédactrice en chef adjointe :
Ristel Tchounand
rtchounand@latribune.fr

Journaliste :
Marie-France Réveillard
mfreveillard@latribune.fr

Coordination éditoriale :
Happy Content -
Aude Bernard-Treille

Directrice artistique :
Happy Content -
Patricia Jadrosic

Illustration de couverture :
Retrorocket

Illustrations pages intérieures :
Retrorocket et DR

Secrétaire de rédaction :
Marie Colette

Service commercial :
Lamiaa Bassim
lbassim@latribune.fr

**Abonnements
et ventes au numéro :**
Aurélié Cresson
acresson@latribune.fr

Informations légales :
Dépôt légal : juillet 2021
ISSN : en cours de création
CPPAP : 1022 D 8560

**LA
TRIBUNE**
PARTAGEONS L'ÉCONOMIE
www.latribune.fr

54 rue de Clichy
75009 Paris
Tél : 01 76 21 73 00

Société éditrice :
La Tribune Nouvelle
S.A.S Au capital
de 535 950 euros.
Siège social : 10, rue des Arts,
31000 Toulouse
SIREN : 749 814 604

**Président directeur général,
Directeur de la publication :**
Jean-Christophe Tortora

Directeur de la rédaction :
Philippe Mabilie

**Directeur adjoint
de la rédaction :** Robert Jules
**Directrice de la diversification
éditoriale :** Valérie Abrial
**Directrice marketing
et développement :**
Tatiana de Francqueville

SE MOBILISER. RÉINVENTER. CONTINUER À AVANCER.

Nous sommes à vos côtés,
présents dans 19 pays
sur le continent africain,
pour vous accompagner
dans tous vos projets d'avenir.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**